

Un agent sur trois en grève le 20 mars 2014

Un agent de la Direction générale des Finances Publiques sur trois était en grève le jeudi 20 mars 2014 à l'appel de l'Intersyndicale DGFIP.

Plusieurs directions ont largement dépassé des taux de 40 % (Finistère, Haute-Garonne, Pas-de-Calais, Pyrénées Atlantiques, Pyrénées Orientales, Haut-Rhin, Nouvelle Calédonie, DVNI, DNVSF, DNEF, DGE,...)

Ce résultat démontre qu'il existe un contentieux sérieux entre les agents des Finances Publiques et leurs ministres. Contentieux qui ne peut que s'aggraver après l'argumentaire du Ministre de l'Économie et des Finances.

Reçus hier par Pierre Moscovici et Bernard Cazeneuve, les représentants du personnel ont entendu un discours convenu sur la qualité des agents et le caractère essentiel des missions de la DGFIP qui s'est conclu sur la maîtrise des dépenses publiques, et l'annonce non chiffrée de suppressions d'emplois pour 2015, le maintien de la démarche stratégique et le pacte de responsabilité, dans lesquels les ministres attendaient de toute évidence que les organisations syndicales s'inscrivent.

Rappelant son opposition au pacte de responsabilité, le Syndicat F.O.-DGFIP a demandé des mesures concrètes tant en effectifs que budgétaires pour assurer les missions du Service Public Républicain, améliorer les conditions de travail des personnels et reconnaître les qualités qui leurs étaient accordées par les Ministres.

Le ministre de l'Économie et des Finances n'a apporté aucune réponse aux légitimes revendications des agents de la DGFIP.

Même si le Ministre s'est défendu d'être dans une posture de mépris vis à vis des personnels, ce dialogue de sourd y ressemble étrangement.

Pour le Syndicat F.O.-DGFIP, de nouvelles actions s'imposent et la mobilisation doit s'amplifier afin que la réalité de la situation dégradée des Finances Publiques soit enfin prise en compte à Bercy et que le Service Public républicain ne soit pas détruit.

Paris, le 21 mars 2014